

Domaine de la Planification et de la Programmation  
Service de la Réglementation Urbaine



Flourens

# Plan Local d'Urbanisme

Approuvé par DCM le 31 janvier 2008

1<sup>ère</sup> Mise En Compatibilité du PLU approuvée par DCM du 18 février 2016

Mis à jour par arrêté du Président de Toulouse Métropole le 01 août 2016

## **1<sup>ère</sup> modification du PLU** **Approuvée par DCM du 29/06/2017**

### **0 - Documents relatifs à la procédure**



Toulouse Métropole  
6, Rue René Leduc - B.P. 35 821  
31505 Toulouse Cedex 5  
t. 05 81 91 72 00 - f. 05 81 91 72 01  
[www.toulouse-metropole.fr](http://www.toulouse-metropole.fr)



**Délibération n°DEL-16-0482**

**1ère modification du Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) de Toulouse  
Métropole, commune de Flourens : décision de lancement**

L'an deux mille seize le jeudi trente juin à neuf heures, sous la présidence de Jean-Luc MOUDENC, Président, le Conseil s'est réuni à Espaces Vanel - Arche Marengo - Toulouse.

**Participants**

Afférents au Conseil :	134
Présents :	108
Procurations :	25
Date de convocation :	24 juin 2016

**Présents**

Aucamville	M. Gérard ANDRE, Mme Roseline ARMENGAUD
Aussonne	Mme Lysiane MAUREL, M. Francis SANCHEZ
Balma	Mme Sophie LAMANT, M. Laurent MERIC, M. Vincent TERRAIL-NOVES
Beaupuy	M. Maurice GRENIER
Blagnac	M. Joseph CARLES, Mme Monique COMBES, M. Bernard KELLER, Mme Danielle PEREZ
Brax	M. François LEPINEUX
Bruguières	M. Philippe PLANTADE
Castelginest	M. Grégoire CARNEIRO, Mme Béatrice URSULE
Colomiers	M. Michel ALVINERIE, M. Patrick JIMENA, M. Damien LABORDE, M. Guy LAURENT, Mme Elisabeth MAALEM, Mme Josiane MOURGUE, Mme Karine TRAVAIL-MICHELET
Comebarrieu	M. Daniel DEL COL
Cugnaux	M. Michel AUJOLAT, M. Philippe GUERIN, Mme Pascale LABORDE
Drémil-Lafage	Mme Ida RUSSO
Fenouillet	M. Gilles BROQUERE
Flourens	Mme Corinne VIGNON ESTEBAN
Gagnac	M. Michel SIMON
Gratentour	M. Patrick DELPECH
Launaguet	Mme Aline FOLTRAN, M. Michel ROUGE
Lespinnasse	M. Bernard SANCE
L'Union	Mme Nadine MAURIN, Mme Nathalie SIMON-LABRIC
Mondonville	M. Edmond DESCLAUX
Mondouzil	M. Robert MEDINA
Mons	Mme Véronique DOITTAU
Pibrac	Mme Anne BORRIELLO, M. Bruno COSTES
Quint-Fonsegrives	M. Bernard SOLERA
Saint-Jean	M. Michel FRANCES
Saint-Orens	M. Marc DEL BORRELLO
Seilh	M. Jean-Louis MIEGEVILLE
Toulouse	M. Christophe ALVES, M. Olivier ARSAC, M. Franck BIASOTTO, Mme Michèle BLEUSE, M. Jean-Jacques BOLZAN, M. Maxime BOYER, M. Frédéric BRASILES, M. François BRIANCON, M. Sacha BRIAND, M. Joël CARREIRAS, Mme Marie-Pierre CHAUMETTE, M. François CHOLLET, M. Pierre COHEN, Mme Hélène COSTES-DANDURAND,

	Mme Martine CROQUETTE, M. Romain CUJIVES, M. Jean-Claude DARDELET, Mme Vincentella DE COMARMOND, M. Henri DE LAGOUTINE, M. Jean-Baptiste DE SCORRAILLE, Mme Ghislaine DELMOND, Mme Monique DURRIEU, Mme Christine ESCOULAN, Mme Julie ESCUDIER, M. Régis GODEC, M. Francis GRASS, Mme Isabelle HARDY, Mme Laurence KATZENMAYER, M. Pierre LACAZE, Mme Florie LACROIX, M. Jean-Luc LAGLEIZE, M. Djillali LAHIANI, Mme Annette LAIGNEAU, M. Jean-Michel LATTES, Mme Marthe MARTI, M. Antoine MAURICE, Mme Marie-Hélène MAYEUX-BOUCHARD, Mme Brigitte MICOULEAU, Mme Nicole MIQUEL-BELAUD, M. Jean-Luc MOUDENC, Mme Dorothée NAON, Mme Evelyne NGBANDA OTTO, M. Romuald PAGNUCCO, Mme Cécile RAMOS, M. Jean-Louis REULAND, M. Daniel ROUGE, Mme Sylvie ROUILLON VALDIGUIE, M. Bertrand SERP, Mme Martine SUSSET, Mme Claude TOUCHEFEU, Mme Elisabeth TOUTUT-PICARD, M. Pierre TRAUTMANN, Mme Gisèle VERNIOL, Mme Jacqueline WINNEPENNINCKX-KIESER, M. Aviv ZONABEND
Tournefeuille	Mme Mireille ABBAL, M. Patrick BEISSEL, Mme Danielle BUYS, M. Claude RAYNAL, M. Jacques TOMASI
Villeneuve-Tolosane	Mme Martine BERGES, M. Dominique COQUART

### Conseillers ayant donné pouvoir

	Pouvoir à
Mme Brigitte CALVET	Dominique COQUART
M. Patrice RODRIGUES	Claude RAYNAL
M. Arnaud SIMION	Karine TRAVAIL-MICHELET
Mme Dominique BOISSON	Daniel DEL COL
M. Robert GRIMAUD	Michel ROUGE
M. Marc PERE	François LEPINEUX
M. Jacques SEBI	Aline FOLTRAN
M. Jacques DIFFIS	Robert MEDINA
M. Raymond-Roger STRAMARE	Jean-Louis MIEGEVILLE
Mme Marie-Dominique VEZIAN	Michel FRANCES
M. Thierry FOURCASSIER	Gilles BROQUERE
Mme Dominique FAURE	Bernard SOLERA
Mme Laurence ARRIBAGE	Christophe ALVES
M. Jean-Marc BARES-CRESCENCE	Pierre LACAZE
Mme Sophia BELKACEM GONZALEZ DE CANALES	Franck BIASOTTO
Mme Catherine BLANC	Maxime BOYER
Mme Charlotte BOUDARD PIERRON	Dorothée NAON
Mme Marie DEQUE	Christine ESCOULAN
M. Emilion ESNAULT	Bertrand SERP
M. Pierre ESPLUGAS-LABATUT	Francis GRASS
Mme Marie-Jeanne FOUQUE	Pierre TRAUTMANN
M. Samir HAJJE	Marie-Hélène MAYEUX-BOUCHARD
M. Laurent LESGOURGUES	Julie ESCUDIER
Mme Françoise RONCATO	Evelyne NGBANDA OTTO
M. Daniel FOURMY	Monique DURRIEU

### Conseillers excusés

Blagnac	M. Bernard LOUMAGNE
---------	---------------------



## Délibération n° DEL-16-0482

### 1ère modification du Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) de Toulouse Métropole, commune de Flourens : décision de lancement

#### Exposé

Monsieur le Président informe le Conseil de la Métropole que depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, l'article L153-36 du Code de l'urbanisme, issu de l'ordonnance n°2015-1174 du 23 septembre 2015 relative à la partie législative du Livre 1<sup>er</sup> du code de l'urbanisme, dispose que : « *Sous réserve des cas où une révision s'impose en application de l'article L. 153-31, le plan local d'urbanisme est modifié lorsque l'établissement public de coopération intercommunale ou la commune décide de modifier le règlement, les orientations d'aménagement et de programmation ou le programme d'orientations et d'actions.* ».

C'est la raison pour laquelle il est proposé, par la présente délibération, de décider de la modification du PLU de Toulouse Métropole, Commune de Flourens concernant le règlement et les orientations d'aménagement et de programmation (OAP) en vue principalement :

- de maîtriser l'aménagement et l'extension urbaine du secteur centre,
- d'accompagner le développement urbain sur les secteurs de Vignalis et de l'Orée du Lac,
- de mettre à jour la liste des emplacements réservés et d'actualiser les documents réglementaires du PLU suite aux récentes évolutions du Code de l'Urbanisme.

L'ensemble de ces évolutions entrent dans le champ d'application de la procédure de modification dont l'approbation est prévue pour l'année 2017.

#### Décision

Le Conseil de la Métropole,

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L153-36, R123-1 à R123-14,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Schéma de Cohérence Territoriale (S.Co.T.) de la Grande Agglomération Toulousaine approuvé le 15 juin 2012, modifié le 12 décembre 2013 et mis en compatibilité le 9 décembre 2014,

Vu le Plan de Déplacements Urbains (PDU) approuvé le 17 octobre 2012,

Vu le Programme Local de l'Habitat (PLH) adopté par Délibération du Conseil de Communauté le 17 mars 2011, modifié par délibération du 29 mars 2012 et prorogé par délibération du 17 décembre 2015,

Vu le Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) de Toulouse Métropole, Commune de Flourens, approuvé en date du 31 janvier 2008 et mis en compatibilité le 18 février 2016,

Vu l'avis favorable de la Commission Urbanisme et Projets urbains du jeudi 02 juin 2016,

Entendu l'exposé de Monsieur le Président, après en avoir délibéré,

Décide :

**Article 1**

De modifier le PLU de Toulouse Métropole, Commune de Flourens concernant le règlement et les orientations d'aménagement et de programmation (OAP) en vue principalement :

- de maîtriser l'aménagement et l'extension urbaine du secteur centre,
- d'accompagner le développement urbain sur les secteurs de Vignalis et de l'Orée du Lac,
- de mettre à jour la liste des emplacements réservés et d'actualiser les documents réglementaires du PLU suite aux récentes évolutions du Code de l'Urbanisme.

**Article 2**

De procéder à l'affichage de la présente délibération durant un mois au siège de Toulouse Métropole et à la Mairie de Flourens.

**Article 3**

De préciser que la présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs de Toulouse Métropole.

**Article 4**

De préciser qu'en vertu des articles L2131-1 et L5211-3 du code général des collectivités territoriales, la présente délibération sera exécutoire après sa transmission au représentant de l'État et l'accomplissement des mesures d'affichage édictées à l'article 2 ci-dessus.

**Article 5**

D'autoriser Monsieur le Président de Toulouse Métropole à signer tous les actes nécessaires à la poursuite de la présente procédure de modification.

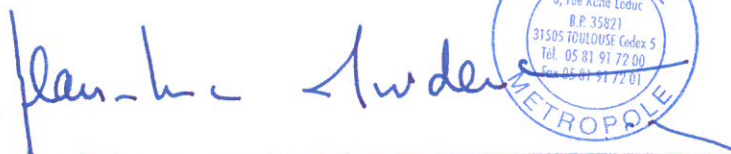
**Résultat du vote :**

Pour	133
Contre	0
Abstentions	0
Non participation au vote	0

Publiée par affichage le  
Reçue à la Préfecture le

03 JUIL. 2016  
08 JUIL. 2016

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an que dessus,  
Au registre sont les signatures,  
Pour extrait conforme,  
Le Président,



Jean-Luc MOUDENC



Planification et Urbanisme

## ARRETE

### MISE EN OEUVRE DE LA 1<sup>ère</sup> MODIFICATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME (P.L.U.) DE TOULOUSE METROPOLE, COMMUNE DE FLOURENS

**Vu** le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L153-36, L153-37 et suivants,

**Vu** le Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) de Toulouse Métropole, Commune de Flourens approuvé par délibération du Conseil Municipal en date du 31 juin 2008, mis en compatibilité par délibération du Conseil de la Métropole en date du 18 février 2016 et mis à jour par arrêté en date du 1<sup>er</sup> août 2016.

#### Monsieur le Président arrête

**Article 1 :** En vertu du champ d'application défini à l'article L153-41 du code de l'urbanisme, une procédure de modification du Plan Local d'Urbanisme de Toulouse Métropole, Commune de Flourens, est mise en œuvre, en vue de :

- Élaborer une Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP) dans la zone UB du centre bourg et actualiser le règlement écrit et graphique en conséquence.
- Accompagner le développement urbain, notamment :
  - supprimer en zone UBc les polygones d'implantation,
  - supprimer un accès figurant sur l'orientation d'aménagement de Vignalis, zone Auf.
- Procéder à diverses actualisations et mises à jour, notamment :
  - actualiser le règlement écrit suite à des évolutions juridiques,
  - mettre à jour la liste des emplacements réservés,
  - mettre à jour les annexes.

**Article 2 :** Le projet de modification du P.L.U. de Toulouse Métropole, Commune de Flourens sera notifié à Monsieur le Préfet de la Haute-Garonne, aux personnes publiques associées telles que mentionnées aux articles L132-7 et L132-9 du code de l'urbanisme et au Maire de la Commune concernée, avant l'ouverture de l'enquête publique.

**Article 3 :** Le projet de modification du P.L.U. de Toulouse Métropole, Commune de Flourens et, le cas échéant, les avis émis par les personnes associées seront soumis à enquête publique selon des modalités fixées par un arrêté de Monsieur le Président de Toulouse Métropole.

**Article 4 :** A l'issue de l'enquête publique, le projet de modification, éventuellement modifié pour tenir compte des avis qui ont été joints au dossier, des observations du public et du rapport et des conclusions du Commissaire Enquêteur, sera soumis à l'approbation du Conseil de la Métropole.

**Article 5 :** Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de Toulouse Métropole.

**Article 6** : Le présent arrêté sera affiché durant 1 mois au siège de Toulouse Métropole et à la Mairie de la Commune de Flourens.

**Article 7** : Une copie du présent arrêté sera adressée à :  
Monsieur le Préfet de la Haute-Garonne,  
Madame le Maire de Flourens.

Fait à Toulouse, le 06 DEC. 2016

La Vice Présidente



Annette LAIGNEAU

*Le Président de Toulouse Métropole*

*Atteste exécutoire le présent acte*

- Reçu à la Préfecture le : 06 DEC. 2016

- Publié par affichage :

- au siège de Toulouse Métropole, le : 06 DEC. 2016

- en mairie, le :

- Notifié dans la Presse :

*Certifié exécutoire le :*

*La Vice Présidente*

Annette LAIGNEAU



Domaine Planification et Programmation

## ARRETE

### **PORTANT OUVERTURE DE L'ENQUETE PUBLIQUE RELATIVE A LA 1ère MODIFICATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME (P.L.U.) DE TOULOUSE METROPOLE, COMMUNE DE FLOURENS**

**Vu** le Code de l'Urbanisme et notamment les-articles L153-41 à L153-44 et R 153-8 à R153-10,

**Vu** le Code de l'Environnement, et notamment les articles L.123-1 à L.123-19 et R.123-1 à R.123-27 ;

**Vu** le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Toulouse Métropole, Commune de Flourens approuvé par délibération du Conseil Municipal en date du 31 janvier 2008, Mis en Compatibilité par délibération du Conseil de la Métropole en date du 18 février 2016 et Mis à jour par arrêté du Président de Toulouse Métropole en date du 1<sup>er</sup> août 2016 ;

**Vu** la délibération du Conseil de la Métropole en date du 30 juin 2016 mettant en œuvre le lancement de la modification du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Toulouse Métropole, Commune de Flourens ;

**Vu** l'arrêté du Président de Toulouse Métropole du 6 décembre 2016 prenant l'initiative de la mise en œuvre de la modification du P.L.U. de Toulouse Métropole, Commune de Flourens,

**Vu** la décision en date du 11 janvier 2017 de Monsieur le Président du Tribunal Administratif de Toulouse, désignant en qualité de commissaire enquêteur titulaire chargé de conduire l'enquête publique relative à la 1ère modification du Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) de Toulouse Métropole, commune de Flourens : Mr François BOUDIN en qualité de commissaire enquêteur ;

**Vu** les pièces du dossier soumis à l'enquête publique ;

**Après avoir consulté Monsieur le Commissaire Enquêteur**, afin de déterminer les dates de réception du public ;

**Monsieur le Président arrête**

#### **ARTICLE 1 : Objet de l'enquête**

Il sera procédé à une enquête publique sur le projet de 1ère modification du Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) de Toulouse Métropole, Commune de Flourens.

Le projet de 1ère modification du PLU soumis à enquête publique porte sur les points suivants :

- Élaborer une Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP) dans la zone UB du centre bourg et actualiser le règlement écrit et graphique en conséquence.
- Accompagner le développement urbain, notamment :
  - supprimer en zone UBc les polygones d'implantation,
  - supprimer un accès figurant sur l'orientation d'aménagement de Vignalis, zone AUf,
- Procéder à diverses actualisations et mises à jour, notamment :
  - actualiser le règlement écrit suite à des évolutions juridiques,
  - mettre à jour la liste des emplacements réservés,
  - mettre à jour les annexes.



**ARTICLE 2 : Autorité responsable du projet**

Il s'agit de **Toulouse Métropole**, établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de PLU et de documents d'urbanisme en tenant lieu, dont le siège se situe **6, Rue René Leduc – BP 35821 – 31505 Toulouse Cedex 5 (Métro ligne A - station Marengo)**.

**ARTICLE 3 : Durée de l'enquête**

L'enquête publique sur le projet de 1ère modification du PLU se déroulera pendant une durée de 31 jours consécutifs, du 22 février 2017 au 24 mars 2017 inclus.

L'enquête publique débutera le 22 février à 8h30 et prendra fin le 24 mars à 17h00.

Par décision motivée, le commissaire enquêteur peut, après notification de sa décision à Toulouse Métropole au plus tard 8 jours avant la fin de l'enquête prévue initialement, prolonger celle-ci pour une durée maximale de trente jours, dans les conditions fixées à l'article R123-6 du code de l'environnement.

Enfin, l'enquête pourra être suspendue ou complétée dans les conditions définies par les articles L123-14, R123-22 et R123-23 du code de l'environnement.

**ARTICLE 4 : Désignation du Commissaire Enquêteur**

Afin de conduire l'enquête publique mentionnée ci-dessus le Président du Tribunal Administratif de Toulouse a désigné le 11 janvier 2011, Monsieur François BOUDIN en qualité de Commissaire Enquêteur.

**ARTICLE 5 : Lieux, jours et heures où le public pourra consulter le dossier d'enquête et ouverture des registres d'enquête**

Le dossier du projet de 1ère modification du P.L.U ainsi qu'un registre d'enquête à feuillets non mobiles, côté et paraphé, préalablement à l'ouverture de l'enquête publique, par Monsieur le Commissaire Enquêteur, seront mis à la disposition du public comme suit :

- Pour Toulouse Métropole : au siège de Toulouse Métropole **au 6, Rue René Leduc – BP 35821 – 31505 Toulouse Cedex 5 (Métro ligne A - station Marengo)**, du lundi au vendredi de 8h00 à 18h00,
- Pour la Ville de Flourens : à l'**Hôtel de Ville – Place de la mairie – 31130 Flourens**, du lundi au vendredi de 8h00 à 12h00 et de 14h00 à 18h00 et le samedi de 9h00 à 12h00.

Dès publication du présent arrêté, toute personne peut, sur sa demande et à ses frais, obtenir communication du dossier d'enquête publique auprès de Monsieur le Président de Toulouse Métropole.

Des informations peuvent être demandées auprès de Toulouse Métropole, à la **Direction de la Planification et de l'Urbanisme – Service Réglementation Urbaine au 6, Rue René Leduc, BP 35821 – 31505 Toulouse Cedex 5 et au numéro suivant : 05-81-91-78-92.**

Le dossier d'enquête sera également consultable sur le site internet de Toulouse Métropole ([www.toulouse-metropole.fr](http://www.toulouse-metropole.fr)) et de la Commune de Flourens ([www.flourens.fr](http://www.flourens.fr)).

**ARTICLE 6 : Informations environnementales**

Le projet de 1ère modification du Plan Local d'Urbanisme de Toulouse Métropole, Commune de Flourens n'étant pas soumis à évaluation environnementale, les informations environnementales sont intégrées au dossier soumis à Enquête Publique.

**ARTICLE 7 : Lieux, jours et heures où MOnsieur le Commissaire Enquêteur se tiendra à la disposition du public**

Monsieur le Commissaire Enquêteur se tiendra à la disposition du public pour recevoir ses observations lors des permanences qu'il tiendra à la Mairie de Flourens, aux jours et heures suivants :

- le mercredi 22 février 2017, de 14h00 à 18h00 ;
- le vendredi 10 mars 2017, de 14h00 à 18h00 ;
- le vendredi 24 mars 2017, de 14h00 à 17h00.

**ARTICLE 8 : Modalités selon lesquelles le public pourra présenter ses observations**

Les observations du public pourront être consignées sur les registres d'enquête à feuillets non mobiles, mis à sa disposition aux lieux et heures fixés à l'article 5 précédent.

Les observations peuvent également être adressées par écrit à l'attention de Monsieur le Commissaire Enquêteur à la Mairie de Flourens, **Hôtel de Ville – Place de la Mairie – 31130 FLOURENS**.

Le public aura en outre la possibilité de communiquer ses observations à l'attention de Monsieur le Commissaire Enquêteur par voie électronique sur le site internet de Toulouse Métropole : [www.toulouse-metropole.fr](http://www.toulouse-metropole.fr).

Les courriers postaux et les courriels sont annexés dans les meilleurs délais possibles au registre d'enquête déposé à la Mairie de Flourens, siège de l'enquête.

Pendant toute la durée de l'enquête publique, les observations du public sont consultables et communicables, aux frais de la personne qui en fait la demande.

L'ensemble des modalités de communication des observations du public exposé ci-dessus prend fin à la clôture de l'enquête publique, aux jours et heures mentionnées à l'article 3 du présent arrêté.

**ARTICLE 9 : Publicité de l'enquête**

Un avis au public faisant connaître l'ouverture de l'enquête sera publié quinze jours au moins avant le début de celle-ci, et rappelé dans les huit premiers jours de l'enquête, dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans le Département.

Cet avis sera affiché notamment au siège de Toulouse Métropole ainsi qu'à la Mairie de Flourens. Mais également sur tous les emplacements prévus dans la Commune pour l'information du public ainsi que sur les lieux situés au voisinage des aménagements projetés. L'ensemble de cet affichage devra se faire 15 jours au moins avant la date d'ouverture de l'enquête publique et pendant toute la durée de celle-ci, de manière visible et lisible depuis la voie publique, selon des caractéristiques conformes à l'arrêté ministériel du 24 avril 2012 – en application de l'article R 123-11 3° du code de l'Environnement – et justifié par certificats d'affichage du Maire de Flourens et du Président de Toulouse Métropole.

L'avis au public sera également consultable sur le site internet de Toulouse Métropole ([www.toulouse-metropole.fr](http://www.toulouse-metropole.fr)) et de la Commune de Flourens ([www.flourens.fr](http://www.flourens.fr)).

Une copie des avis publiés dans la presse sera annexée au dossier soumis à l'enquête publique, avant l'ouverture de l'enquête en ce qui concerne la première insertion et au cours de l'enquête en ce qui concerne la deuxième insertion.

**ARTICLE 10 : Clôture des registres d'enquête**

A l'expiration du délai de l'enquête prévu à l'article 3, les registres déposés en Mairie de Flourens et à Toulouse Métropole seront clos et signés par Monsieur le Commissaire Enquêteur.



L'envoi des courriers adressés par voie postale à l'attention de Monsieur le Commissaire Enquêteur, ainsi que la communication des observations du public par voie électronique prennent fin selon les mêmes modalités que ci-dessus.

#### **ARTICLE 11 : Élaboration et remise du rapport et des conclusions du Commissaire Enquêteur**

Dans les huit jours de la réception des registres et des documents annexés, Monsieur le Commissaire Enquêteur rencontrera le responsable du projet pour lui communiquer les observations écrites et orales consignées dans un procès-verbal de synthèse, ce dernier disposera d'un délai de 15 jours pour produire ses observations éventuelles.

Monsieur le commissaire enquêteur établira un rapport qui relatera le déroulement de l'enquête et examinera les observations recueillies.

Le rapport comportera le rappel de l'objet du projet, la liste de l'ensemble des pièces figurant dans le dossier d'enquête, une synthèse des observations du public, une analyse des propositions et contre-propositions produites durant l'enquête et, le cas échéant, les observations du responsable du projet, en réponse aux observations du public.

Monsieur le commissaire enquêteur consignera, dans un document séparé, ses conclusions motivées, en précisant si elles sont favorables, favorables avec recommandations et/ou réserves ou défavorables au projet.

A défaut d'une demande motivée de report de délai adressée à Monsieur le Président de Toulouse Métropole par Monsieur le Commissaire Enquêteur, ce dernier disposera d'un délai de trente jours à compter de la date de clôture de l'enquête, pour transmettre à Monsieur le Président de Toulouse Métropole, le rapport et les conclusions motivées, ainsi que l'exemplaire du dossier d'enquête déposé à la Mairie de Flourens, siège de l'enquête publique, accompagné des pièces annexées et des registres.

Monsieur le Commissaire Enquêteur adressera simultanément une copie du rapport et des conclusions motivées à Monsieur le Président du Tribunal Administratif.

#### **ARTICLE 12 : Lieux où, à l'issue de l'enquête, le public pourra consulter le rapport et les conclusions de Monsieur le Commissaire Enquêteur**

Dès leur réception, Monsieur le Président de Toulouse Métropole adressera une copie du rapport et des conclusions de Monsieur le Commissaire Enquêteur à Madame le Maire de Flourens et à Monsieur le Préfet, pour y être tenue à disposition du public sans délai pendant 1 an à compter de la date de clôture de l'enquête.

Une copie du rapport et des conclusions du Commissaire Enquêteur sera également mise à disposition du public pendant 1 an au siège de Toulouse Métropole situé 6, Place René Leduc – BP 35821 – 31505 Toulouse Cedex 5 Direction de la Planification et de l'Urbanisme, 4<sup>ème</sup> étage, de 8h30 à 12h30 et de 13h30 à 17h.

Le rapport et les conclusions seront en outre publiés sur le site internet de Toulouse Métropole.

#### **ARTICLE 13 : Décision adoptée à l'issue de l'enquête**

Le projet de 1ère modification du PLU objet de la présente enquête sera soumis à l'approbation du Conseil de la Métropole.

#### **ARTICLE 14 : Exécution du présent arrêté**

Monsieur le Commissaire Enquêteur et Monsieur le Président de Toulouse Métropole sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.



Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de Toulouse Métropole.

Le présent arrêté fera l'objet d'un affichage au siège de Toulouse Métropole- 6, rue René Leduc, BP 35821 – 31505 Toulouse Cedex 5 – et à la Mairie de Flourens 15 jours au moins avant la date d'ouverture de l'enquête publique et pendant toute la durée de celle-ci.

Une copie du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet de la Haute-Garonne et à Madame le Maire de Flourens.

Fait à Toulouse, le 25 JAN. 2017

La Vice Présidente



Annette LAIGNEAU

*Le Président de Toulouse Métropole*

*Atteste exécutoire le présent acte*

- Reçu à la Préfecture le : 30 JAN. 2017

- Publié par affichage :

- au siège de Toulouse Métropole, le : 30 JAN. 2017

- en mairie, le : 7/02/17

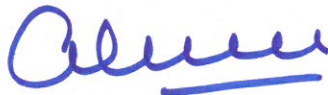
- Notifié dans la Presse :

Voix du Midi : 23/2/17 et 24/2/17

Le Petit Journal : 3/2/17 et 24/2/17

Certifié exécutoire le : 7/02/17

*La Vice Présidente*



Annette LAIGNEAU

**REPUBLIQUE FRANCAISE**

**EXTRAIT DU REGISTRE**

**DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**

**DEPARTEMENT**

**Haute-Garonne**

De la commune de **FLOURENS**

Séance du 22 juin 2017

**Nombre de conseillers**

**En exercice 19**

**Présents 14**

**Votants 19**

**Procurations 5**

**Excusé 0**

L'an deux mille dix-sept, le vingt-deux juin

Le Conseil municipal de cette commune, régulièrement convoqué,

S'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses

séances sous la présidence de Me VIGNON ESTEBAN Corinne, Maire.

**Date de convocation : 15 juin 2017**

**Date d'affichage : 16 juin 2017**

**Etaient présents : MM VIGNON ESTEBAN. FAGET. MERVILLE-COMET. LANGLAIS. GODARD. ALZAGA. JORDAN. CHEVALLIER. PRADEL. PINEL. CORTES.GRIGIS. FOUCHOU-LAPEYRADE. CAMUS.**

**Mme BONATO** donne procuration à **Mr GRIGIS**

**Mr MERVILLE** donne procuration à **Mme MERVILLE-COMET**

**Mr HAHN** donne procuration à **Mr GODARD**

**Mme MUNICH** donne procuration à **Mme FAGET**

**Mme FAURÉ** donne procuration à **Mr CORTES**

Myriam ALZAGA a été nommée secrétaire.

**DELIBERATION N° 2017-33 DELIBERATION APPROUVANT LA 1ERE MODIFICATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME DE FLOURENS**

**Exposé**

La procédure de 1<sup>ère</sup> modification du Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) de Toulouse Métropole, Commune de Flourens, a été lancée par délibération du Conseil de la Métropole en date du 30 juin 2016 et par arrêté du Président en date du 6 décembre 2016.

**I. Objets de la 1<sup>ère</sup> modification du P.L.U. de Toulouse Métropole, Commune de FLOURENS**

Le dossier présenté à l'enquête publique avait pour objectif :

- ✓ D'élaborer une **Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP)** dans la zone UB du centre bourg et actualiser le règlement écrit et graphique en conséquence.
- ✓ **D'accompagner le développement urbain**, notamment :
  - supprimer en zone UBc les polygones d'implantation,
  - supprimer un accès figurant sur l'orientation d'aménagement de Vignalis, zone AUf,
- ✓ **De procéder à diverses actualisations** et mises à jour, notamment :
  - actualiser le règlement écrit suite à des évolutions juridiques,
  - mettre à jour la liste des emplacements réservés,
  - mettre à jour les annexes.

**II. Avis des Personnes Publiques Associées**

Le projet de modification du PLU a d'abord fait l'objet d'une notification préalable aux personnes publiques associées prévues par la procédure de modification.

Dans ce cadre, cinq réponses ont été reçues, émanant :

- de la **Chambre d'Agriculture**, en date du 11 janvier 2017, qui donne un avis favorable au projet de modification ;
- du **SMTC-Tisséo**, en date du 13 janvier 2017, qui n'a pas d'observation à formuler ;
- du **Conseil Départemental** de la Haute Garonne, en date du 1<sup>er</sup> février 2017, qui n'a pas d'observation à formuler mais qui précise que dans le cadre du transfert de compétence sur la voirie routière, l'emplacement réservé n° 3 ne doit plus figurer au bénéfice du département ;
- de la **Direction Départementale des Territoires**, en date du 8 février 2017, qui émet un avis favorable sous réserve de la prise en compte d'un certain nombre de remarques, notamment :
  - conforter l'OAP du centre bourg sur la qualité et les fonctionnalités attendues des espaces végétalisés, notamment lorsqu'ils ont vocation à supporter des cheminements doux,
  - sur les exigences de la collectivité en matière d'intégration architecturale et paysagère des constructions au regard des covisibilités existantes avec les milieux voisins (lac, espaces agricoles...),
  - sur les dispositions prises par la collectivité quant à la prescription n° 58 du SCOT qui par principe de solidarité territoriale fixe un objectif de production de de 10 % de logements locatifs sociaux (LLS) en territoire de développement mesuré.
  - de justifier la suppression des emplacements réservés 4, 5 et 6 au regard du parti d'aménagement traduit dans le PADD ;
- de la **Chambre de Commerce et d'Industrie**, en date du 3 mars 2017, qui émet un avis favorable ;

### **III. Réponses apportées par Toulouse Métropole :**

#### **Au Conseil Départemental de la Haute-Garonne**

Dans le cadre du transfert de compétence sur la voirie routière, l'emplacement réservé n° 3 figure désormais au bénéfice de Toulouse Métropole.

#### **Aux Services de la Direction Départementale des Territoires**

- Sur l'OAP du Centre Bourg : concernant les espaces végétalisés ayant vocation à supporter des cheminements doux, il est proposé d'en conforter la qualité en précisant qu'outre leur fonctionnalité traversante permettant de relier plus directement le centre bourg au lac, ces espaces devront aussi comporter des aménagements paysagers afin de créer des espaces d'intimité et de convivialité participant à la vie du quartier. En matière d'intégration architecturale et paysagère, l'OAP se voit complétée d'une ouverture visuelle depuis la voie principale afin de préserver et de mettre en valeur la perspective sur le lac, élément majeur du paysage. De même, il est introduit la notion de composition de façade urbaine le long de la voie principale afin d'obtenir l'effet de rue-village favorisant les jardins à l'arrière. Enfin, sur toute la partie basse de l'OAP, il est crée une bande inconstructible de 4 mètres, avec obligation de réaliser sur au moins 2 m de largeur, un écran végétal de protection afin d'éviter les co visibilités sur les habitations situées en dessous.
- Sur les objectifs de production de logements locatifs sociaux : la commune de Flourens et Toulouse Métropole précisent qu'un programme de logements sociaux sur un foncier public appartenant à la commune mais également dans d'autres secteurs du territoire sont en cours d'étude dans le cadre de l'élaboration du PLUIH.
- Sur la justification de l'abandon des ER 4, 5 et 6 : les emplacements réservés 4 (RD 64) et 5 (RD 50), respectivement destinés à l'aménagement des entrées de village ouest et nord sont abandonnés en raison du développement qui s'est opéré vers la partie est de la Commune (secteur d'activités commerciales du Super U et création de nouveaux quartiers), conformément aux orientations du PADD qui prévoit d'améliorer la desserte communale depuis la RD 826 (ex RN 126). Concernant l'ER 6, la commune ayant acquis ce foncier et réalisant actuellement un complexe sportif, cet emplacement réservé n'a plus lieu d'être.

### **IV. Déroulement de l'enquête publique**

Le projet de modification du PLU a fait l'objet d'une enquête publique prescrite par arrêté en date du 25 janvier 2017, dirigée par Monsieur François BOUDIN, commissaire-enquêteur, du mercredi 22 février 2017 au vendredi 24 mars 2017 inclus.



Dans le registre d'enquête ouvert en Commune, ont été consignées par le public 2 observations écrites, accompagnées de deux notes écrites qui ont été annexées.

Dans le registre ouvert à Toulouse Métropole, aucune observation n'a été consignée par le public.

L'analyse des observations fait apparaître :

- 1 observation portant sur les activités de deux entreprises installées dans la zone AUF de Vignalis et générant des nuisances ;
- 1 observation sur l'Orientation d'Aménagement et de Programmation du centre bourg, notamment sur l'état du talus bordant l'impasse du Petit Bois et la nécessité de maintenir à distance les futures constructions ;

A l'issue de l'enquête publique, le Commissaire Enquêteur, dans ses conclusions reçues le 27 avril 2017 a émis un **avis favorable** assorti de **1 réserve et de 5 recommandations** au projet de 1<sup>ère</sup> modification du PLU de Toulouse Métropole, commune de Flourens consistant à :

☐ Réserve :

Le commissaire enquêteur émet un avis défavorable sur la modification des accès routiers sur la zone AUF dans le secteur de Vignalis, incluse dans le projet. Cette réserve s'explique par les anomalies contenues dans le dossier d'enquête quant à la présentation de l'occupation du sol et des activités développées sur cette zone, incohérente avec le constat fait sur le terrain. De plus, des activités industrielles présentes sur ce site ont été créées puis installées sans que les dispositions réglementaires qui les encadrent aient été préalablement satisfaites, ce qui motive la forte opposition des riverains. Le commissaire enquêteur constate que son analyse et sa proposition sont partagées par Toulouse Métropole et la commune de Flourens.

Réponse de Toulouse Métropole :

Toulouse Métropole et la commune de Flourens souhaitent apporter une nuance sur la conclusion du commissaire enquêteur qui estime son analyse partagée par le maître d'ouvrage et la commune. Le dossier de projet de modification du PLU soumis à enquête publique ne comporte aucune « anomalie » : s'agissant des problèmes soulevés sur la zone AUF de Vignalis, et plus particulièrement sur l'implantation d'activités à priori « non compatibles » avec le caractère de la zone, cela relève strictement du droit des sols et non de la procédure de modification elle-même. Il convient de rappeler que cette procédure de modification du PLU n'a pas vocation à modifier le règlement écrit de la zone AUF mais uniquement l'une des orientations (maillage) de l'Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP) de Vignalis. Les éventuels permis de construire et autorisations ont donc été délivrés antérieurement, sur la base du règlement opposable, et n'ont aucun lien avec la procédure de modification.

Dans le cas d'espèce, il s'agit d'un propriétaire foncier privé qui a installé sur sa parcelle une activité de stockage et de revalorisation de matériaux de chantier (concassage). Cette installation est contestée par les riverains qui craignent la poussière et le bruit. Par conséquent, même si l'activité aujourd'hui contestée par les riverains ne relève pas de la modification du PLU, après analyse des requêtes et compte tenu du contexte local, Toulouse Métropole et la commune de Flourens, proposent de ne pas modifier l'OAP de Vignalis qui prévoyait la suppression du maillage à l'est de la zone AUF.

☐ Recommandation n°1 :

Cette recommandation vient en complément de la réserve formulée ci-dessus. Le commissaire enquêteur recommande aux différents acteurs concernés par les activités qui sont implantées en zone AUF ou qui envisagent de s'y installer (État, Toulouse Métropole, commune de Flourens, riverains, entreprises), de rechercher et de mettre en œuvre, d'un commun accord, les procédures nécessaires pour régler les difficultés liées aux activités relevant de la nomenclature des installations classées. Si nécessaire, une modification complémentaire du PLU pourrait être engagée à cette fin, l'horizon de 2019 de la mise en place du PLUIH proposé par Toulouse Métropole paraissant trop éloigné eu égard à l'attente des riverains. Cette modification complémentaire, qui pourrait être du type « simplifiée », selon les dispositions de l'article L153-45 du code de l'urbanisme, donc relativement, rapide, s'attacherait à rendre plus précise la rédaction de l'article 2 du règlement écrit relatif à la zone AU, sur les valeurs limites des nuisances apportées par les ICPE. Les riverains regroupés éventuellement en association devraient être associés, pour information voire concertation, à cette démarche qui sera placée sous l'égide de Toulouse Métropole ou de la commune de Flourens.

Réponse de Toulouse Métropole :

En complément de la réponse apportée ci-dessus à la Réserve du Commissaire Enquêteur, Toulouse Métropole précise que dans le cadre de l'élaboration du PLUiH, une réflexion sur l'ensemble des zones d'activités de tout le territoire de Toulouse Métropole est actuellement en cours.

□ Recommandation n° 2 :

De façon plus générale, le commissaire enquêteur recommande la mise en place, sous l'égide de la commune, d'un dispositif d'information et de concertation en direction de la population du village pour expliquer et commenter les orientations et partis d'aménagement futurs du plan d'urbanisme.

Réponse de Toulouse Métropole :

L'élaboration du PLUiH (Plan Local d'Urbanisme intercommunal/Habitat), a été prescrite par délibération du Conseil de la Métropole du 9 avril 2015 et devrait être approuvée à l'horizon fin 2018, début 2019. Tout au long de la procédure, des réunions publiques d'information et de concertation sont organisées par Toulouse Métropole. Des registres de concertation, destinés à recueillir les observations du public, sont également disponibles dans les mairies.

□ Recommandation n° 3 :

Préalablement à la suppression de 2 emplacements réservés, qui étaient destinés à recevoir des aménagements de voirie visant à améliorer la sécurité routière à l'entrée du village, le premier sur la RD 64 et le second sur la RD 50, le commissaire enquêteur formule la recommandation suivante : l'importance du trafic routier en ces deux lieux et les risques accidentels qui peuvent résulter de cette évolution, conduisent à penser qu'il y aurait intérêt à engager des réflexions sur le devenir de ces deux sites, avant de supprimer les emplacements réservés. Le commissaire enquêteur recommande donc d'engager des études de sécurité routière sur la base des évolutions prévisibles de trafic et des statistiques d'accidents.

Réponse de Toulouse Métropole :

Les réponses ont été apportées au chapitre III ci-dessus.

□ Recommandation n° 4 :

Dans son avis sur le projet de modification du PLU, la Direction Départementale des Territoires a émis deux réserves. L'une porte sur l'Orientation d'Aménagement du centre bourg qui devrait être complétée pour améliorer l'intégration des aménagements souhaités et pour préciser comment il sera répondu à la prescription du SCOT relative au pourcentage de logements réservés en montrant qu'il ne remet pas en cause l'économie du projet de PLU et notamment le parti d'aménagement traduit au PADD. Le commissaire recommande à Toulouse Métropole d'apporter une réponse à chacune de ces deux réserves.

Réponses de Toulouse Métropole :

Les réponses aux remarques de la Direction Départementale des Territoires figure dans le chapitre III ci-dessus.

□ Recommandation n° 5 :

Le commissaire enquêteur recommande au maître d'ouvrage de bien vouloir prendre en considération, lors de l'élaboration du PLUiH, les questions du public qui ne pouvaient trouver réponse dans le cadre de la présente modification.

Réponse de Toulouse Métropole :

Dans le cadre de l'élaboration du PLUiH, des registres de concertation, destinés à recueillir les observations du public, sont disponibles à la mairie de Flourens. Le public aura en outre la possibilité de s'exprimer lors de l'enquête publique qui devrait avoir lieu au premier semestre 2018.

## Décisions

Le Conseil de la Métropole,

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L151-1 et suivants, L153-43, L153-44 et R. 151-1 et suivants

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Schéma de Cohérence Territoriale (S.C.O.T.) de la Grande Agglomération Toulousaine approuvé le 15 juin 2012, modifié le 12 décembre 2013 et mis en compatibilité le 09 décembre 2014,

Vu le Plan de Déplacements Urbains (PDU) approuvé le 17 octobre 2012,

Vu le Programme Local de l'Habitat (PLH) adopté par Délibération du Conseil de Communauté le 17 mars 2011, modifié par délibération du 17 décembre 2015,

Vu le Plan de Prévention des Risques Naturels sur le bassin de la Marcaissonne, Saune, Seillonne approuvé le 18 avril 2016,

Vu le Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) de Toulouse Métropole, Commune de Flourens approuvé par délibération du Conseil Municipal en date du 31 janvier 2008, Mis en Compatibilité par délibération du Conseil de Toulouse Métropole en date du 18 février 2016 et Mis à Jour par arrêté du Président de Toulouse Métropole en date du 1er août 2016,

Vu la délibération de lancement en date du 30 juin 2016,

Vu l'arrêté du Président de Toulouse Métropole en date du 6 décembre 2016 mettant en œuvre la procédure,

Vu l'arrêté du Président de Toulouse Métropole en date du 25 janvier 2017 prescrivant l'ouverture de l'enquête publique du PLU de Toulouse Métropole, Commune de Flourens,

Vu le rapport du commissaire enquêteur remis en date du 27 avril 2017 qui a émis un avis favorable, assorti de 1 réserve et de 5 recommandations,

Entendu l'exposé de Madame le Maire, après en avoir délibéré, le Conseil municipal

Décide :

### Article 1 :

- D'approuver la 1ère modification du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Toulouse Métropole, Commune de Flourens comprenant les modifications initiales soumises à enquête publique ouverte du 22 février 2017 au 24 mars 2017 inclus, celles introduites suite à cette enquête et à l'avis des personnes publiques associées et celles issues du rapport du Commissaire Enquêteur.

### Article 2:

- De procéder, en application des dispositions des articles R153-20 et R153-21 du Code de l'Urbanisme, à la publication de la présente délibération au recueil des actes administratifs de Toulouse Métropole et à son affichage au siège de Toulouse Métropole ainsi qu'à la Mairie de Flourens durant un mois et à une insertion dans un journal diffusé dans le département.

### Article 3 :

- De tenir à la disposition du public la présente délibération, le dossier de PLU modifié ainsi que le rapport du commissaire enquêteur au siège de Toulouse Métropole situé 6, Place René Leduc – BP 35821 – 31505 Toulouse Cedex 5, Service de la réglementation urbaine, de 8h30 à 12h30 et de 13h30 à 17h, ces documents étant également consultables à la Mairie de Flourens et à la Préfecture de la Haute-Garonne.

Le dossier de PLU modifié ainsi que le rapport du commissaire enquêteur et ses conclusions seront consultables sur le site Internet de la Mairie de Flourens et de Toulouse Métropole.



**Article 4 :**

- De préciser que la présente délibération sera exécutoire après la transmission du dossier au représentant de l'État et l'accomplissement des mesures de publicité et d'affichage édictées à l'article 2 ci-dessus.

**Article 5 :**

- D'autoriser Madame le Maire à signer tous les actes afférents.

0 • VOIX CONTRE  
4 • ABSTENTION  
15 • VOIX POUR

Ainsi fait et délibéré, les jour, mois et an que dessus.

Fait à FLOURENS, le 23 juin 2017

Le Maire,  
Corinne VIGNON



Délibération n°DEL-17-0491

## Approbation de la 1ère modification du Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) de Toulouse Métropole, commune de Flourens



L'an deux mille dix-sept le jeudi vingt-neuf juin à neuf heures, sous la présidence de Jean-Luc MOUDENC, Président, le Conseil s'est réuni à Espaces Vanel - Arche Marengo - Toulouse.

### Participants

Afférents au Conseil :	134
Présents :	84
Procurations :	47
Date de convocation :	23 juin 2017

#### Présents

Aucamville	Mme Roseline ARMENGAUD
Aussonne	M. Francis SANCHEZ
Balma	Mme Sophie LAMANT, M. Laurent MERIC, M. Vincent TERRAIL-NOVES
Blagnac	M. Joseph CARLES, Mme Monique COMBES, Mme Danielle PEREZ
Brax	M. François LEPINEUX
Bruguières	M. Philippe PLANTADE
Castelginest	M. Grégoire CARNEIRO, Mme Béatrice URSULE
Colomiers	M. Guy LAURENT, Mme Josiane MOURGUE, Mme Karine TRAVAIL-MICHELET
Cornebarrieu	M. Daniel DEL COL
Cugnaux	M. Michel AUJOLAT, M. Philippe GUERIN, Mme Pascale LABORDE
Drémil-Lafage	Mme Ida RUSSO
Fonbeauzard	M. Robert GRIMAUD
Gagnac	M. Michel SIMON
Launaguet	Mme Aline FOLTRAN, M. Michel ROUGE
Lespinasse	M. Bernard SANCE
L'Union	Mme Nadine MAURIN, M. Marc PERE, Mme Nathalie SIMON-LABRIC
Mondouzil	M. Robert MEDINA
Mons	Mme Véronique DOITTAU
Pibrac	Mme Anne BORRIELLO
Quint-Fonsegrives	M. Bernard SOLERA
Saint-Jean	M. Michel FRANCES
Saint-Orens	M. Marc DEL BORRELLO
Seilh	M. Guy LOZANO
Toulouse	M. Christophe ALVES, M. Olivier ARSAC, Mme Catherine BLANC, Mme Michèle BLEUSE, M. Sacha BRIAND, Mme Marie-Pierre CHAUMETTE, M. François CHOLLET, M. Pierre COHEN, Mme Martine CROQUETTE, M. Romain CUJIVES, M. Jean-Claude DARDELET, M. Henri DE LAGOUTINE, Mme Ghislaine DELMOND, Mme Marie DEQUE, Mme Christine ESCOULAN, Mme Julie ESCUDIER, M. Emilion ESNAULT, M. Pierre ESPLUGAS-LABATUT, Mme Marie-Jeanne FOUQUE, M. Régis GODEC, M. Samir HAJJE, Mme Isabelle HARDY, Mme Laurence KATZENMAYER, Mme Florie LACROIX, M. Djillali LAHIANI, Mme Annette LAIGNEAU, M. Jean-Michel LATTES, Mme Marthe MARTI,



	M. Antoine MAURICE, Mme Marie-Hélène MAYEUX-BOUCHARD, Mme Nicole MIQUEL-BELAUD, M. Jean-Luc MOUDENC, Mme Evelyne NGBANDA OTTO, M. Romuald PAGNUCCO, M. Jean-Louis REULAND, M. Daniel ROUGE, Mme Sylvie ROUILLON VALDIGUIE, M. Bertrand SERP, Mme Martine SUSSET, Mme Claude TOUCHEFEU, M. Pierre TRAUTMANN, M. Aviv ZONABEND
Tournefeuille	Mme Mireille ABBAL, Mme Danielle BUYS, M. Daniel FOURMY, M. Claude RAYNAL, M. Jacques TOMASI
Villeneuve-Tolosane	Mme Martine BERGES, M. Dominique COQUART

**Conseillers ayant donné pouvoir**

	Pouvoir à
Mme Brigitte CALVET	Claude RAYNAL
M. Gérard ANDRE	Michel ROUGE
Mme Lysiane MAUREL	Mireille ABBAL
M. Patrice RODRIGUES	Martine BERGES
M. Bernard KELLER	Joseph CARLES
M. Bernard LOUMAGNE	Ida RUSSO
M. Michel ALVINERIE	Karine TRAVAIL-MICHELET
M. Damien LABORDE	Pascale LABORDE
Mme Elisabeth MAALEM	Guy LAURENT
M. Arnaud SIMON	Josiane MOURGUE
Mme Dominique BOISSON	Daniel DEL COL
M. Gilles BROQUERE	Vincent TERRAIL-NOVES
Mme Corinne VIGNON ESTEBAN	Véronique DOITTAU
M. Patrick DELPECH	Robert GRIMAUD
M. Edmond DESCLAUX	Jean-Luc MOUDENC
M. Jacques SEBI	Dominique COQUART
M. Bruno COSTES	Aviv ZONABEND
M. Raymond-Roger STRAMARE	Robert MEDINA
Mme Marie-Dominique VEZIAN	Michel FRANCES
M. Thierry FOURCASSIER	Christine ESCOULAN
Mme Dominique FAURE	Michel AUJOLAT
Mme Laurence ARRIBAGE	Marc DEL BORRELLO
M. Jean-Marc BARES-CRESCENCE	Daniel FOURMY
Mme Sophia BELKACEM GONZALEZ DE CANALES	Christophe ALVES
M. Franck BIASOTTO	Annette LAIGNEAU
M. Jean-Jacques BOLZAN	Samir HAJJE
Mme Charlotte BOUDARD PIERRON	Henri DE LAGOUTINE
M. Maxime BOYER	Catherine BLANC
M. Frédéric BRASILES	Jean-Claude DARDELET
M. François BRIANCON	Romain CUJIVES
M. Joël CARREIRAS	Pierre COHEN
Mme Hélène COSTES-DANDURAND	Ghislaine DELMOND
Mme Vincentella DE COMARMOND	Isabelle HARDY
M. Jean-Baptiste DE SCORRAILLE	Laurence KATZENMAYER
Mme Monique DURRIEU	Martine CROQUETTE
M. Francis GRASS	Florie LACROIX
M. Pierre LACAZE	Francis SANCHEZ
M. Jean-Luc LAGLEIZE	Pierre TRAUTMANN
M. Laurent LESGOURGUES	Julie ESCUDIER
Mme Brigitte MICOULEAU	Martine SUSSET
Mme Dorothee NAON	Daniel ROUGE
Mme Cécile RAMOS	Roseline ARMENGAUD
Mme Françoise RONCATO	Evelyne NGBANDA OTTO
Mme Elisabeth TOUTUT-PICARD	Nicole MIQUEL-BELAUD
Mme Gisèle VERNIOL	Claude TOUCHEFEU
Mme Jacqueline WINNEPENNINCKX-KIESER	Marthe MARTI
M. Patrick BEISSEL	Anne BORRIELLO

**Conseillers excusés**

Beaupuy	M. Maurice GRENIER
Colomiers	M. Patrick JIMENA
Pin-Balma	M. Jacques DIFFIS

**Délibération n° DEL-17-0491**

**Approbation de la 1ère modification du Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) de Toulouse Métropole, commune de Flourens**

**Exposé**

La procédure de 1<sup>ère</sup> modification du Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) de Toulouse Métropole, Commune de Flourens, a été lancée par délibération du Conseil de la Métropole en date du 30 juin 2016 et par arrêté du Président en date du 6 décembre 2016.

**I) Objets de la 1<sup>ère</sup> modification du P.L.U. de Toulouse Métropole, Commune de FLOURENS**

Le dossier présenté à l'enquête publique avait pour objectifs :

- D'élaborer une Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP) dans la zone UB du centre bourg et actualiser le règlement écrit et graphique en conséquence.
- D'accompagner le développement urbain, notamment :
  - supprimer en zone UBc les polygones d'implantation ;
  - supprimer un accès figurant sur l'orientation d'aménagement de Vignalis, zone Auf ;
- De procéder à diverses actualisations et mises à jour, notamment :
  - actualiser le règlement écrit suite à des évolutions juridiques ;
  - mettre à jour la liste des emplacements réservés ;
  - mettre à jour les annexes.

**II) Avis des Personnes Publiques Associées**

Le projet de modification du PLU a d'abord fait l'objet d'une notification préalable aux personnes publiques associées prévues par la procédure de modification.

Dans ce cadre, cinq réponses ont été reçues, émanant :

- de la Chambre d'Agriculture, en date du 11 janvier 2017, qui donne un avis favorable au projet de modification ;
- du SMTC-Tissé, en date du 13 janvier 2017, qui n'a pas d'observation à formuler ;
- du Conseil Départemental de la Haute Garonne, en date du 1<sup>er</sup> février 2017, qui n'a pas d'observation à formuler mais qui précise que dans le cadre du transfert de compétence sur la voirie routière, l'emplacement réservé n° 3 ne doit plus figurer au bénéfice du département ;
- de la Direction Départementale des Territoires (DDT), en date du 8 février 2017, qui émet un avis favorable sous réserve de la prise en compte d'un certain nombre de remarques, notamment :
  - conforter l'OAP du centre bourg sur la qualité et les fonctionnalités attendues des espaces végétalisés, notamment lorsqu'ils ont vocation à supporter des cheminements doux,
  - sur les exigences de la collectivité en matière d'intégration architecturale et paysagère des constructions au regard des covisibilités existantes avec les milieux voisins (lac, espaces agricoles...),
  - sur les dispositions prises par la collectivité quant à la prescription n° 58 du SCoT qui par principe de solidarité territoriale fixe un objectif de production de 10 % de logements locatifs sociaux (LLS) en territoire de développement mesuré.
  - de justifier la suppression des emplacements réservés 4, 5 et 6 au regard du parti d'aménagement traduit dans le PADD ;
- de la Chambre de Commerce et d'Industrie, en date du 3 mars 2017, qui émet un avis favorable ;

### III) Réponses apportées par Toulouse Métropole :

#### A) Au Conseil Départemental de la Haute-Garonne

Dans le cadre du transfert de compétence sur la voirie routière, l'emplacement réservé n° 3 figure désormais au bénéfice de Toulouse Métropole.

#### B) Aux Services de la Direction Départementale des Territoires

- Sur l'OAP du Centre Bourg : concernant les espaces végétalisés ayant vocation à supporter des cheminements doux, il est proposé d'en conforter la qualité en précisant qu'outre leur fonctionnalité traversante permettant de relier plus directement le centre bourg au lac, ces espaces devront aussi comporter des aménagements paysagers afin de créer des espaces d'intimité et de convivialité participant à la vie du quartier. En matière d'intégration architecturale et paysagère, l'OAP se voit complétée d'une ouverture visuelle depuis la voie principale afin de préserver et de mettre en valeur la perspective sur le lac, élément majeur du paysage. De même, il est introduit la notion de composition de façade urbaine le long de la voie principale afin d'obtenir l'effet de rue-village favorisant les jardins à l'arrière. Enfin, sur toute la partie basse de l'OAP, il est créé une bande inconstructible de 4 mètres, avec obligation de réaliser, sur au moins 2 m de largeur, un écran végétal de protection afin d'éviter les covisibilités sur les habitations situées en dessous.

- Sur les objectifs de production de logements locatifs sociaux : la commune de Flourens et Toulouse Métropole précisent qu'un programme de logements sociaux sur un foncier public appartenant à la commune mais également dans d'autres secteurs du territoire est en cours d'étude dans le cadre de l'élaboration du PLUi-H.

- Sur la justification de l'abandon des ER 4, 5 et 6 : les emplacements réservés 4 (RD 64) et 5 (RD 50), respectivement destinés à l'aménagement des entrées de village ouest et nord sont abandonnés en raison du développement qui s'est opéré vers la partie est de la commune (secteur d'activités commerciales du Super U et création de nouveaux quartiers), conformément aux orientations du PADD qui prévoit d'améliorer la desserte communale depuis la RD 826 (ex RN 126). Concernant l'ER 6, la commune ayant acquis ce foncier et réalisant actuellement un complexe sportif, cet emplacement réservé n'a plus lieu d'être.

### IV) Déroulement de l'enquête publique

Le projet de modification du PLU a fait l'objet d'une enquête publique prescrite par arrêté en date du 25 janvier 2017, dirigée par Monsieur François BOUDIN, commissaire-enquêteur, du mercredi 22 février 2017 au vendredi 24 mars 2017 inclus.

Dans le registre d'enquête ouvert en Commune, ont été consignées par le public 2 observations écrites, accompagnées de deux notes écrites qui ont été annexées.

Dans le registre ouvert à Toulouse Métropole, aucune observation n'a été consignée par le public.

L'analyse des observations fait apparaître :

- 1 observation portant sur les activités de deux entreprises installées dans la zone AUF de Vignalis et générant des nuisances ;
- 1 observation sur l'Orientation d'Aménagement et de Programmation du centre bourg, notamment sur l'état du talus bordant l'impasse du Petit Bois et la nécessité de maintenir à distance les futures constructions.

A l'issue de l'enquête publique, le Commissaire Enquêteur, dans ses conclusions reçues le 27 avril 2017 a émis un avis favorable assorti de 1 réserve et de 5 recommandations au projet de 1<sup>ère</sup> modification du PLU de Toulouse Métropole, commune de Flourens.

Réserve :

Le commissaire enquêteur émet un avis défavorable sur la modification des accès routiers sur la zone AUF dans le secteur de Vignalis, incluse dans le projet. Selon le commissaire enquêteur, cette réserve s'explique par les anomalies contenues dans le dossier d'enquête quant à la présentation de l'occupation du sol et des activités développées sur cette zone, incohérente avec le constat fait sur le terrain. De plus, des activités industrielles présentes sur ce site ont été créées puis installées sans que les dispositions réglementaires qui les encadrent aient été préalablement satisfaites, ce qui motive la forte opposition des riverains. Le commissaire enquêteur constate que son analyse et sa proposition sont partagées par Toulouse Métropole et la commune de Flourens.

Réponse de Toulouse Métropole :

Toulouse Métropole et la commune de Flourens, tout en partageant la réserve émise par le commissaire enquêteur, souhaitent apporter une nuance sur la conclusion. Le dossier de projet de modification du PLU soumis à enquête publique ne comporte pas à proprement parler d'anomalie sur le point objet de la réserve. En effet s'agissant des problèmes soulevés sur la zone AUF de Vignalis, et plus particulièrement sur l'implantation d'activités à priori « non compatibles » avec le caractère de la zone, cela relève strictement du droit des sols et du Code de l'Environnement et non de la procédure de modification elle-même. Il convient de rappeler que cette procédure de modification du PLU n'a pas vocation à modifier le règlement écrit de la zone AUF mais uniquement l'une des orientations (maillage) de l'Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP) de Vignalis. Les autorisations ont donc été délivrées antérieurement, sur la base du règlement opposable, et n'ont aucun lien avec la procédure de modification.

Dans le cas d'espèce, il s'agit d'un propriétaire foncier privé qui a installé sur sa parcelle une activité de stockage et de revalorisation de matériaux de chantier (concassage). Cette installation est contestée par les riverains qui dénoncent les nuisances engendrées par la poussière et le bruit. Par conséquent, même si l'activité aujourd'hui contestée ne relève pas de la modification du PLU, après analyse des requêtes et compte tenu du contexte local, Toulouse Métropole et la commune de Flourens, proposent de ne pas modifier l'OAP de Vignalis qui prévoyait la suppression du maillage à l'est de la zone AUF. Ce point d'objet est donc retiré du dossier de modification du PLU et la réserve ainsi levée.

Recommandation n°1 :

Cette recommandation vient en complément de la réserve formulée ci-dessus. Le commissaire enquêteur recommande aux différents acteurs concernés par les activités qui sont implantées en zone AUF ou qui envisagent de s'y installer, de rechercher et de mettre en œuvre, d'un commun accord, les procédures nécessaires pour régler les difficultés liées aux activités relevant de la nomenclature des installations classées. Si nécessaire, une modification complémentaire du PLU pourrait être engagée à cette fin, l'horizon de 2019 de la mise en place du PLUi-H proposé par Toulouse Métropole paraissant trop éloigné eu égard à l'attente des riverains. Cette modification complémentaire, qui pourrait être du type « simplifiée », selon les dispositions de l'article L153-45 du code de l'urbanisme, donc relativement rapide, s'attacherait à rendre plus précise la rédaction de l'article 2 du règlement écrit relatif à la zone AU, sur les valeurs limites des nuisances apportées par les ICPE. Les riverains regroupés éventuellement en association devraient être associés, pour information voire concertation, à cette démarche qui sera placée sous l'égide de Toulouse Métropole ou de la commune de Flourens.

Réponse de Toulouse Métropole :

En complément de la réponse apportée ci-dessus à la Réserve du Commissaire Enquêteur, Toulouse Métropole précise que dans le cadre de l'élaboration du PLUi-H, une réflexion sur l'ensemble des zones d'activités de tout le territoire de Toulouse Métropole est actuellement en cours.

Recommandation n° 2 :

De façon plus générale, le commissaire enquêteur recommande la mise en place, sous l'égide de la commune, d'un dispositif d'information et de concertation en direction de la population du village pour expliquer et commenter les orientations et partis d'aménagement futurs du plan d'urbanisme.

Réponse de Toulouse Métropole :

L'élaboration du PLUi-H (Plan Local d'Urbanisme intercommunal/Habitat), a été prescrite par délibération du Conseil de la Métropole du 9 avril 2015 et devrait être approuvée début 2019. Tout au long de la procédure, le dispositif de concertation ci-dessous est mis en place :

- Réunions publiques,
- Registres dans les Communes et sur internet,
- Expositions,
- Cahiers de concertation,
- Site internet de Toulouse Métropole.

Recommandation n° 3 :

Préalablement à la suppression de 2 emplacements réservés, qui étaient destinés à recevoir des aménagements de voirie visant à améliorer la sécurité routière à l'entrée du village, le premier sur la RD 64 et le second sur la RD 50, le commissaire enquêteur formule la recommandation suivante : l'importance du trafic routier en ces deux lieux et les risques accidentels qui peuvent résulter de cette évolution, conduisent à penser qu'il y aurait intérêt à engager des réflexions sur le devenir de ces deux sites, avant de supprimer les emplacements réservés. Le commissaire enquêteur recommande donc d'engager des études de sécurité routière sur la base des évolutions prévisibles de trafic et des statistiques d'accidents.

Réponse de Toulouse Métropole :

Les réponses à cette recommandation ont été apportées au chapitre III, suite à l'avis de la DDT.

Recommandation n° 4 :

Dans son avis sur le projet de modification du PLU, la Direction Départementale des Territoires a émis deux réserves. L'une porte sur l'Orientation d'Aménagement du centre bourg qui devrait être complétée pour améliorer l'intégration des aménagements souhaités et pour préciser comment il sera répondu à la prescription du SCOT relative au pourcentage de logements réservés en montrant qu'il ne remet pas en cause l'économie du projet de PLU et notamment le parti d'aménagement traduit au PADD. Le commissaire recommande à Toulouse Métropole d'apporter une réponse à chacune de ces deux réserves.

Réponses de Toulouse Métropole :

Les réponses aux remarques de la Direction Départementale des Territoires figurent dans le chapitre III.

Recommandation n° 5 :

Le commissaire enquêteur recommande au maître d'ouvrage de bien vouloir prendre en considération, lors de l'élaboration du PLUiH, les questions du public qui ne pouvaient trouver réponse dans le cadre de la présente modification.

Réponse de Toulouse Métropole :

La recommandation sera prise en compte. De plus, dans le cadre de l'élaboration du PLUi-H, des registres de concertation, destinés à recueillir les observations du public, sont disponibles à la mairie de Flourens. Le public aura en outre la possibilité de s'exprimer lors de l'enquête publique qui devrait avoir lieu au premier semestre 2018.

## Décision

Le Conseil de la Métropole,

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L151-1 et suivants, L153-43, L153-44 et R. 151-1 et suivants

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Schéma de Cohérence Territoriale (S.Co.T.) de la Grande Agglomération Toulousaine approuvé le 15 juin 2012, modifié le 12 décembre 2013, mis en compatibilité le 09 décembre 2014 et révisé le 27 avril 2017,

Vu le Plan de Déplacements Urbains (PDU) approuvé le 17 octobre 2012,

Vu le Programme Local de l'Habitat (PLH) adopté par Délibération du Conseil de Communauté le 17 mars 2011, modifié par délibération du 17 décembre 2015,

Vu le Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) de Toulouse Métropole, Commune de Flourens approuvé par délibération du Conseil Municipal en date du 31 janvier 2008, Mis en Compatibilité par



délibération du Conseil de Toulouse Métropole en date du 18 février 2016 et Mis à Jour par arrêté du Président de Toulouse Métropole en date du 1er août 2016,  
Vu la délibération du Conseil de la Métropole, d'engagement de la procédure, en date du 30 juin 2016,  
Vu l'arrêté du Président de Toulouse Métropole en date du 6 décembre 2016 mettant en œuvre la procédure,  
Vu l'arrêté du Président de Toulouse Métropole en date du 25 janvier 2017 prescrivant l'ouverture de l'enquête publique du PLU de Toulouse Métropole, Commune de Flourens,  
Vu le rapport du commissaire enquêteur remis en date du 27 avril 2017 qui a émis un avis favorable, assorti de 1 réserve et de 5 recommandations,  
Vu l'avis du Conseil Municipal de la Commune de Flourens en date du 22 juin 2017,  
Vu l'avis favorable de la Commission Urbanisme et Projets urbains du mardi 23 mai 2017  
Entendu l'exposé de Monsieur le Président, après en avoir délibéré,  
Décide :

### Article 1

D'approuver la 1ère modification du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Toulouse Métropole, Commune de Flourens comprenant les modifications initiales soumises à enquête publique ouverte du 22 février 2017 au 24 mars 2017 inclus, celles introduites suite à cette enquête et à l'avis des personnes publiques associées et celles issues du rapport du Commissaire Enquêteur.

### Article 2

De procéder, en application des dispositions des articles R153-20 et R153-21 du Code de l'Urbanisme, à la publication de la présente délibération au recueil des actes administratifs de Toulouse Métropole et à son affichage au siège de Toulouse Métropole ainsi qu'à la Mairie de Flourens durant un mois et à une insertion dans un journal diffusé dans le département.

### Article 3

De tenir à la disposition du public la présente délibération, le dossier de PLU modifié ainsi que le rapport du commissaire enquêteur au siège de Toulouse Métropole situé 6, Place René Leduc – BP 35821 – 31505 Toulouse Cedex 5, Service de la réglementation urbaine, de 8h30 à 12h30 et de 13h30 à 17h, ces documents étant également consultables à la Mairie de Flourens et à la Préfecture de la Haute-Garonne.

Le dossier de PLU modifié ainsi que le rapport du commissaire enquêteur et ses conclusions seront consultables sur le site Internet de la Mairie de Flourens et de Toulouse Métropole.

### Article 4

De préciser que la présente délibération sera exécutoire après la transmission du dossier au représentant de l'État et l'accomplissement des mesures de publicité et d'affichage édictées à l'article 2 ci-dessus.

### Article 5

D'autoriser Monsieur le Président de Toulouse Métropole à signer tous les actes afférents.

#### Résultat du vote :

Pour	131
Contre	0
Abstentions	0
Non participation au vote	0

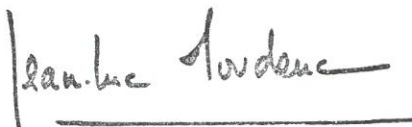
Publiée par affichage le

06 JUIN 2017

Reçue à la Préfecture le

06 JUIN 2017

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an que dessus,  
Au registre sont les signatures,  
Pour extrait conforme,  
Le Président,





Jean-Luc MOUDENC